L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 11 MAI 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUPOUR.
E. DUVERGER. S. MARMY.
N° 83, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 11 MAI.

QUESTION DE CUBA.

Cette question acquiert chaque jour une gravité nouvelle. Les avis apportés par l'*Africa* nous apprennent que la demande de réparation faite par le gouvernement américain au sujet de l'affaire du *Black Warrior* a été repoussée par le cabinet espagnol. M. Soule, sans doute d'après les ordres transmis de Washington, avait exigé : 1° le rappel du capitaine-général Pezuela, 2° le privilège pour les Etats-Unis de traiter directement avec les successeurs de ce dernier dans les différends qui pourraient surgir à l'avenir, 3° une indemnité pour les armateurs du *Black Warrior*.

Nous ne serions pas étonnés que le gouvernement espagnol eût accordé l'indemnité, comme nous l'ont annoncé de précédentes dépêches, mais il est évident qu'il refuse de remplir les deux autres conditions. M. Pierce ne se tiendra pas pour satisfait. On semble croire que le ministère américain a outrepassé ses instructions et qu'il a cet montré plus exigeant que le président. Ce n'est pas admissible. Lorsqu'un ministre étranger adresse au gouvernement près duquel il est accrédité une demande de réparation, il joint invariablement à sa note une copie des instructions écrites qu'il a reçues. M. Soulé a dû se conformer à cet usage. Le télégraphe nous apprend que les dépêches du ministre américain annoncent formellement le refus de l'Espagne de donner satisfaction aux Etats-Unis. Il paraît aussi que les légations étrangères à Washington ont reçu le même avis. On assure que le ministre anglais à Madrid a fait tous ses efforts pour obtenir que le gouvernement espagnol accordât la réparation demandée, mais que celui-ci est resté sourd à sa sollicitation.

Maintenant, en admettant que la nouvelle que nous venons de donner d'après les dépêches télégraphiques se confirme, que va-t-il résulter du refus de l'Espagne ? L'Angleterre mettra tout en œuvre pour prévenir une guerre entre les deux pays, et nous voyons qu'il est dans l'intérêt de ces deux nations qu'il est bien de leur part. Mais cet intérêt ne prévaudra pas sur l'honneur national. Nous ne serions pas étonnés que le cabinet de Madrid, dont les habitudes du duel sont si connues, ne se ravise et ne se rétracte. Mais, si l'Espagne persiste, si elle persiste, si elle persiste, si elle